

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION

SPS Amenagement CER 83 -DEPOT DE TRANSIT

Catégorie opération 2

83500 LA SEYNE SUR MER

TABLEAU DES REVISIONS

Indice	Date	Description
1	08/08/2025	Plan Général de coordination

SOMMAIRE

TABEAU DES REVISIONS	2
0 RAPPEL RÈGLEMENTAIRE SUR LE PGC.....	5
0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC	5
0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC.....	5
0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC	5
0.4 EVOLUTION DU PGC.....	5
0.5 CONSERVATION DU PGC	5
0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION	5
1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX.....	7
1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION.....	7
1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE	7
1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS	7
1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D'EFFECTIF – CATÉGORIE DE L'OPÉRATION.....	8
1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE.....	8
1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE.....	8
1.7 DIVERS.....	8
2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	9
2.1 PLANNING	9
2.2 NATURE DE SOL.....	9
2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS.....	9
2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE.....	9
2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE	11
2.6 DIVERS.....	11
3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR	12
3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS.....	12
3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier	12
3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier	13
3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES.....	13
3.2.1 Moyens de levage et de manutention.....	13
3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place	14
3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles	15
3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX	15
3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER	15
3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER.....	16
3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...).....	16
3.5.2 Travaux divers	16

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES.....	16
3.7 MUTUALISATION DES MOYENS	16
3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER	17
3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ.....	17
3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	18
4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER	19
5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT	20
5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX	20
5.2 CANTONNEMENTS.....	20
5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES	22
5.3.1 Mise en place bungalows	22
5.3.2 Cantonnement à étages.	22
5.3.3 Installation électrique.....	22
6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE	23
6.1 ORGANISATION.....	23
6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES	23
6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé	23
6.2.2 Interdiction de fumer	23
7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	24
7.1 PPSPS	24
7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE	24
7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS	24
8 Annexes	25
Panneau : En cas d'accident.....	25

0 RAPPEL RÉGLEMENTAIRE SUR LE PGC

0.1 ÉTABLISSEMENT DU PGC

Lorsque plusieurs entreprises sont appelées à intervenir sur un chantier qui, soit fait l'objet de déclaration préalable, soit nécessite l'exécution d'un ou de plusieurs des travaux inscrits sur une liste de travaux comportant des risques particuliers, le maître d'ouvrage fait établir par le coordonnateur un plan général de coordination.

Ce plan est rédigé dès la phase de conception et tenu à jour pendant toute la durée des travaux.

0.2 CE QUE DÉFINIT LE PGC

Le PGC définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises

0.3 LES DESTINATAIRES DU PGC

Le PGC est joint aux autres documents remis par le maître d'ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Sur leur demande, le maître d'ouvrage adresse le PGC aux organismes de prévention (inspection du travail, prévention sécurité sociale, OPPBTP).

0.4 EVOLUTION DU PGC

Le PGC intègre, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les PPSPS ainsi que, lorsqu'ils sont requis, les plans de prévention. Le PGC pourra être amendé en cours d'opération par une inspection commune complémentaire nécessitée par (liste non exhaustive) :

- Une modification de la configuration du chantier.
- Un changement de méthodologie de travail.
- Une tâche complémentaire qu'il n'était pas possible de répertorier lors de l'inspection commune initiale.

0.5 CONSERVATION DU PGC

Le PGC est conservé par le maître d'ouvrage pendant une période de cinq années à compter de la date de réception de l'ouvrage.

0.6 LES PRINCIPES GÉNÉRAUX DE PRÉVENTION

- 1 – Eviter les risques.
- 2 – Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités.
- 3 – Combattre les risques à la source.
- 4 – Adapter le travail à l'homme, en vue notamment de limiter le travail monotone et cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé.

- 5 – Tenir compte de l'état d'évolution de la technique.
- 6 – Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux.
- 7 – Planifier la prévention en y intégrant, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, l'influence des facteurs ambiants ...
- 8 – Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle.
- 9 – Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

1 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS GÉNÉRAUX

1.1 DÉSIGNATION DE L'OPÉRATION

SPS Aménagement CER 83 -DEPOT DE TRANSIT

83500 LA SEYNE SUR MER



1.2 DESCRIPTION SOMMAIRE

Description

Démolition site militaire

1.3 LISTE DES INTERVENANTS / NOMENCLATURE DES LOTS

Maître d'Ouvrage	MINISTERE DES ARMEES BP 71 83800 TOULON CEDEX	
MARION TP	16 avenue Gaston Bosc 13009 MARSEILLE Tel : +33491401310	

Voir liste des intervenants / Déclaration préalable, en annexe du présent PGC

1.4 CALENDRIER DES TRAVAUX – PRÉVISION D’EFFECTIF – CATÉGORIE DE L’OPÉRATION

Le démarrage des travaux est prévu le 04/08/2025 pour une durée de 8 mois, y compris la période de préparation.

L’effectif prévisionnel sera de 15.

Au regard du volume Hommes-jours, le chantier est classé en catégorie 2 au sens de l’article R 4532-1 du décret N°94-1159 du 26 décembre 1994.

Mode de dévolution des travaux : Lots séparés

Mode de passation des marchés : Public

1.5 PERSONNEL INTÉRIMAIRE

L’emploi de personnel intérimaire est STRICTEMENT INTERDIT pour les travaux sur des matériaux amiantés. Il est recommandé de ne pas employer de personnel intérimaire pour les travaux à risques (en particulier démolitions) ou nécessitant un suivi médical (en particulier travaux sur matériaux contenant du plomb).

1.6 PRÊT PERSONNEL ET SOUS TRAITANCE

Toute entreprise sous-traitante qui interviendra sur le chantier devra avoir été agréée par le maître d’ouvrage (ou son représentant).

Le coordonnateur SPS n’effectuera l’inspection commune avec l’entreprise qu’après avoir été averti de l’obtention de l’agrément.

Il ne pourra pas être fait appel à de la sous-traitance au-delà du deuxième rang.

Le recours au prêt de personnel ne pourra se faire qu’exceptionnellement et dans le strict respect des procédures légales existantes.

La non observation des dispositions ci-dessus entraînerait, par le maître d’ouvrage, l’exclusion immédiate du chantier, de ou des entreprises prises en défaut.

1.7 DIVERS

Sans objet.

2 CONDITIONS TECHNIQUES ET MESURES D'ORGANISATION GÉNÉRALES DU CHANTIER ARRÊTÉES PAR LE MAÎTRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1 PLANNING

Le planning prévu par le maître d'œuvre d'exécution, en concertation avec les entreprises, sera établi pour GERER TOUTE COACTIVITE dans une même zone de travail, en particulier pour les travaux à risques et pour les travaux superposés en hauteur.

Dans ces situations, des réunions de coordination entre le maître d'œuvre de réalisation, le coordonnateur SPS et les entreprises, seront effectuées pour définir les méthodologies d'intervention et pour mutualiser les moyens mis en œuvre

2.2 NATURE DE SOL

Aucune étude fournie à ce stade de l'opération

2.3 RÉSEAUX ENTERRÉS OU AÉRIENS

Les travaux ne pourront commencer sans l'établissement d'une DT (Déclaration de projet de Travaux) par le maître d'ouvrage auprès des concessionnaires répertoriés dans le Guichet Unique géré par INERIS (réseaux-et-canalizations.gouv.fr).

La DT sera complétée par la DICT (Déclaration d'Intention de Commencement des Travaux) établit par l'entreprise, auprès des concessionnaires : **LOTS Gros œuvre**

Dans le cas d'incertitude sur la position des réseaux, le maître d'ouvrage lancera des investigations complémentaires réalisées par un prestataire agréé.

Localisation des réseaux impactés : le maître d'ouvrage doit les faire repérer ou piqueter de manière efficace, pendant toute la durée des travaux :**LOTS Gros œuvre**

2.4 INSTALLATION DE CHANTIER EN LIAISON AVEC LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
PIC (plan d'installation de chantier)	Etablissement d'un PIC en phase travaux préparatoire	Intégrer les différents flux (Client / Travaux / Services), les installations de chantiers et les zones de travaux et de stockages	Lot démolition	Lot démolition

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Clôture	<p>Hauteur : 2m,</p> <p>- Constitution : panneaux grillagés galvanisés, liés entre eux mécaniquement et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement.</p> <p>L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de clôture pour tenir compte de la prise au vent</p>	Périphérie du chantier, de la base vie et des zones de stockage.	Lot démolition	Lot démolition
Portail et portillon	<p>- Constitution : panneaux grillagés galvanisés et reposant sur des socles en béton et (ou) de bardages métalliques (couleur au choix de l'architecte) dont la stabilité est assurée par enfichage, ou scellement.</p> <p>L'entreprise veille tout particulièrement au renforcement de la stabilité de ce type de portail pour tenir compte de la prise au vent.</p> <p>- Fermeture : par chaîne et cadenas</p>	Entrée du chantier	Lot démolition	Lot démolition
Homme trafic	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	Chaque lots utilisateur	Chaque lots utilisateur

Designation	Nature	Implantation	Lot chargé de la réalisation	Lot chargé de l'entretien
Signalisation	Zone de stationnement matérialisée (signalisation, balisage...)	Selon le plan d'installation de chantier	Lot démolition	Lot démolition

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.5 CONDITIONS D'ACCÈS AU CHANTIER À PARTIR DE LA VOIE PUBLIQUE

Designation	Nature	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de la gestion
Accès principal	Selon PIC le plus adéquat par rapport à la localisation des travaux. Portail de chantier sur le parking existant	Lot démolition	Lot démolition
Carte d'identification professionnelle des salariés du BTP	L'ensemble des personnel présent sur le chantier, devront être en mesure de présenter leurs carte de la Pro BTP	Ensemble des entreprises	Ensemble des entreprises
Liste du personnel	-Support papier sur le chantier-Selon besoins spécifiques du chef d'établissement	Ensemble des entreprises	Ensemble des entreprises

Disposition en cas de litige ou de défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

2.6 DIVERS

Sans objet.

3 MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR

3.1 ORGANISATION DES DÉPLACEMENTS ET DES CIRCULATIONS

Les flux personnels / véhicules doivent faire l'objet d'une attention particulière. De ce fait une séparation des cheminement doit être intégré sur le chantier

3.1.1 Circulation des véhicules à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Par l'homme trafic ou homme de manœuvre	Suivant le plan installation de chantier	Chaque lot	Chaque lot
Voie intérieure	Établir, un plan de circulation et de signalisation en privilégiant la spécialisation des différentes voies (engins, véhicules de service, piétons).	Suivant le plan installation de chantier	Lot démolition	Lot démolition
Aire de livraison	Mise en place et matérialisation d'une aire de livraisons. Aires carrossées interne au chantier	Suivant le plan installation de chantier	Lot démolition	Lot démolition
Aire de stationnement	Mise en place et matérialisation d'une aire de livraisons. Aires carrossées interne au chantier	Dans l'enceinte du chantier voir PIC et Plan du site, a proximité du portail d'accès et des zones de travaux	Lot démolition	Lot démolition
Signalisation	Panneaux d'information Signalisation des différentes zones (Stockage / livraison / circulation / base vie)	Depuis le PIC une signalisation avec des repères visuels est à mettre en place	Lot démolition	Lot démolition
Homme de manœuvre	Homme dûment qualifié et désigné par le chef d'entreprise	Pour chaque manœuvre ou déplacement d'engin et véhicule	Chaque lot	Chaque lot

3.1.2 Circulation des piétons à l'intérieur du chantier

Désignation	Nature	Implantation	Lot en chargé de la mise en œuvre	Lot chargé de l'entretien
Accueil	Accueil sécurité, présentation et visite du chantier des compagnons		Chaque Lot	Chaque Lot
Accès au cantonnement	Une voie d'accès libre de tout obstacle, et en état de surface permettant un accès en tenue de ville.	Depuis le PIC mise en place d'une voie indépendante et matérialisée.	Lot démolition	Lot démolition
Cheminement cantonnement/chantier	Aires carrossées à réaliser avec séparation physique	Selon PIC	Chaque Lot	Chaque Lot
Cheminement sur chantier	Par cheminement balisée et protégée de tous risques	Selon PIC	Lot démolition	Lot démolition
Eclairage	de type LED ou Néon étanche fixés en hauteur	Zones de circulation verticale et horizontale	Lot démolition	Lot démolition
Signalisation	Panneaux / affichage et signalétique	Depuis le PIC et les zones de cheminements	Lot démolition	Lot démolition

3.2 CONDITIONS DE MANUTENTION ET LIMITATION DES MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1 Moyens de levage et de manutention

Désignation	Implantation	Lot en chargé de la mise en place	Lot utilisateur	Appareils commandement de manoeuvre
Camion auto-déchargeable	Suivant nécessite des entreprises utilisatrices et implantation sur le PIC en fonction du planning MOE	Toute entreprise concernée	Toute entreprise concernée	Moyen de communication à distance utilisé par des hommes dûment qualifiés et désignés par le chef d'entreprise
Autres moyens	Suivant nécessite des entreprises utilisatrices et implantation sur le PIC en fonction du planning MOE	Toute entreprise concernée	Toute entreprise concernée	Toute entreprise concernée

3.2.2 Sécurisation des moyens mis en place

Grue à tour

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier :

- Etude de site.
- Contrôle avant mise en service.
- Contrôle périodique.
- Vérification du limiteur de survol en charge, en limite de chantier.
- Vérification du système d'interférence entre plusieurs grues sur le chantier, qui seront numérotées.

Dans le cas de chantiers mitoyens, un système d'interférence sera mis en place entre les grues de chaque chantier ; la numérotation des grues se fera en continuité et non par chantier. Un anémomètre devra être installé sur chaque grue, avec liaison en cabine, et l'entreprise devra avoir un abonnement avec un service météorologique.

Grue automotrice

L'entreprise devra tenir à disposition sur chantier, le contrôle périodique de l'engin. L'anémomètre de l'engin devra être vérifié et en liaison avec la cabine.

Autres engins

Les entreprises utilisatrices devront tenir à disposition sur chantier, les contrôles périodiques de chaque engin

Personnel utilisateur

Toute personne utilisant un engin de levage sur le chantier (grue à tour, grue automotrice, chariot élévateur, ...) devra avoir une autorisation de conduite valide ; le personnel affecté aux manœuvres de levage sera formé, en particulier aux gestes de commandement et à l'élingage. Les utilisateurs de matériel de manutention (lift, ascenseur, monte-charge, monte matériaux, treuil, ...) devront avoir reçu une formation spécifique.

Appareils de levage

Les entreprises devront tenir à disposition, sur chantier, les justificatifs des contrôles périodiques de chaque élément utilisé.

Sécurisation des moyens de levage

Les zones d'implantation seront vérifiées pour éviter tout risque de renversement (en particulier engin en bordure de fouille ou sur terrain remanié après terrassement).

La solidité des ouvrages, sur lesquels des dispositifs de levage ou de manutention seraient fixés, devra être contrôlée par un organisme compétent.

Convention de prêt

Convention écrite et contradictoire précisant les limites de prestations et de responsabilité de chacun.

3.2.3 Limitation du recours aux manutentions manuelles

Il ne devra pas exister d'interruption de moyen de manutention verticale pendant toute la durée du chantier.

Phasage et moyens prévus

En absence de prescription au CCTP, les moyens restent à la charge de chaque entreprise. Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'œuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en communs des moyens de levages.

Il ne devra pas exister de rupture de charge entre le point de livraison et la zone de translation horizontale : différence de niveau, mise en place de rampe ou de moyen de manutention.

Lot chargé de la mise en place

Chaque en entreprise utilisatrice

Lot chargé de l'entretien

Chaque en entreprise utilisatrice

Prise en compte par chaque entreprise des charges à manutentionner

3.3 STOCKAGE ET ENTREPOSAGE DES MATÉRIAUX

Les zones de stockage seront nivelées et planes pour éviter tout risque de basculement ou de renversement des matériaux stockés.

3.4 NETTOYAGE DE CHANTIER

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage des postes de travail par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

DESIGNATION	LOCALISATION	FREQUENCE	LOT CHARGE MISE EN PLACE	LOT CHARGE DE LA GESTION
Poste de travail	Poste de travail et alentour direct	Permanant	Chaque personnel	Chaque en entreprise
Bennes sur roue	Selon PIC	Rotation autant que nécessaire	Lot démolition	Lot démolition
Bac	Base de vie pour ordures ménagères	Autant que nécessaire	Lot démolition	Lot démolition
Bennes avec tri	Suivant PIC , dans l'emprise du chantier	Gestion des remplacements quotidienne	Lot démolition	Lot démolition

Interdictions

- Jets de gravats par les baies d'étages, vers le sol.

- Elimination de déchets par brûlage.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de manquement, le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et sur demande, pourra décider de faire procéder au nettoyage du chantier par une entreprise extérieure, aux frais de ou des entreprises défaillantes, majorés des frais de gestion correspondants.

3.5 TRAVAUX SPÉCIFIQUES PRÉSENTANT UN DANGER PARTICULIER

3.5.1 Autres matériaux (radioactifs, gaz, terres polluées, déchets contaminés, ...)

3.5.2 Travaux divers

Sans objet.

3.6 PROTECTIONS COLLECTIVES

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Nature des protections collectives

Les entrepreneurs doivent intégrer dans leur méthode générale, la protection définitive intégrée. En cas d'impossibilité, les circulations et les postes de travail sont protégés par des protections collectives provisoires. Le responsable de la protection contrôle fréquemment son état, et procède immédiatement à la remise en état le cas échéant.

Ces entreprises ont à leur charge, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, la fourniture, la mise en place et la maintenance des protections collectives et ce, pendant toute la durée de leur intervention, jusqu'à ce que les protections définitives soient mises en place ou que les zones de travaux ne soient plus considérées comme dangereuses ou pouvant engendrer des risques. Dans le cas où une protection collective provisoire gêne ou empêche l'intervention d'une entreprise, toute dépose de la protection sans concertation auprès du maître d'œuvre ou de l'entreprise en charge de cette protection sera interdite. Des mesures compensatoires seront prises et précisées dans le PPSPS de l'entreprise intervenante en respectant les principes généraux de prévention.

3.7 MUTUALISATION DES MOYENS

Les entreprises utilisant en commun des moyens et protections collectives (tels échafaudages, monte matériaux, escalier provisoire ou autres) devront procéder à la réception du matériel. Cette réception fera l'objet d'un procès verbal définissant les modalités d'utilisation, d'entretien, et ou de modifications du matériel entre les parties concernées (monteur, fournisseurs et entreprises utilisatrices). Afin de prévenir des risques liés aux manutentions et dans le respect des principes généraux de prévention, les entrepreneurs sont fortement invités à se concerter pour parvenir à une utilisation partagée de moyens de manutention mécanisés et de dispositif de travaux en hauteur. Les entrepreneurs pourront se concerter et organiser avec la maîtrise d'œuvre le phasage de leurs interventions et livraisons pour permettre l'utilisation en commun des moyens de levages et de travaux en hauteur.

Disposition générale

Mise en place d'une convention entre l'entreprise installatrice et les entreprises utilisatrices

3.8 ELECTRICITÉ DE CHANTIER

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Le titulaire du lot chargé de l'installation du tableau de comptage du chantier et des locaux de la base vie du chantier, aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques. Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation. Le titulaire du lot chargé des installations secondaires des coffrets et des éclairages des circulation du chantier aura à sa charge, la vérification initiale des installations électriques (VIEL CHANTIER). Y compris la périodicité et toutes modifications apportées à l'installation.

3.9 GESTION DE LA COACTIVITÉ

Le maître d'œuvre en fonction des tâches de chaque entreprise élaborera un planning dont une partie des objectifs est d'éviter les coactivités à risque et interdire toute superposition de tâches. Les postes de travail seront sectionnés par surface et par niveau, et les enchaînements des tâches, entreprise par entreprise seront organisés en fonction de ces surfaces et niveaux. Lorsque il n'est pas possible d'éviter les superpositions de travaux par un décalage des interventions des entreprises concernées, l'entreprise située en partie haute prendra les dispositions pour installer et entretenir un dispositif physique suffisant pour permettre de supprimer le risque de chute de matériel ou de matériaux engendré de cette superposition. Des protections (réglementaires) de la zone de chaque intervenant sera mise en place si nécessaire (garde corps, bâches, filets, contreplaqué).

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Générant de lapoussière	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec AMO	Aspiration à la source de l'émission de poussière Travail à l'humide	Lot concerné
Générant un risque de chute d'objet	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec AMO	Balisage du poste de travail ou de la zone concernée, Installation d'une protection rigide et efficace et adaptée type tunnel, Installation d'un moyen de récolte en cas de chute, Zone de levage balisée et interdite d'accès à toute personne non autorisée... etc	Lot concerné

Travaux	Lots concernés	Phasage	Sécurisation	Lot chargé de la mise en place
Générant un risque de projection de matériaux /étincelles/ matériaux incandescent	Toute entreprise génératrice du risque	En concertation avec AMO	Poste de travail à l'écart de l'activité des autres corps d'état, Connaissance de la nature des matériaux en place, Installation d'une protection pare feu /pare flamme, Installation d'un parois ou bâche spécifique, Extincteur adapté à proximité du poste de travail, Signalisation du poste de travail, Installation d'un balisage adapté.	Lot concerné

3.10 TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS

Ces travaux seront à préciser par chaque entreprise dans le PPSPS avec les mesures de prévention. Tous salariés appelé à intervenir sur des postes de travail doit impérativement avoir reçu de son employeur l'information relative au risque et doit connaître toutes les mesures de sécurité à adopter pour assurer sa propre sécurité et celle des autres intervenants.

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

Désignation	Lots concernés	Types d'intervention	Conditions d'intervention	Sécurisation
Démolition	Lot démolition	En concertation avec le maître d'œuvre	En concertation avec le maître d'œuvre	Mise en place de mesure idoine suivant méthodologie

4 SUJETIONS DÉCOULANT DES INTERFÉRENCES AVEC DES ACTIVITÉS D'EXPLOITATION SUR LE SITE À L'INTÉRIEUR OU À PROXIMITÉ DUQUEL EST IMPLANTÉ LE CHANTIER

Le /date/ Monsieur XXXX Coordonnateur Sécurité de la Société QUALICONSULT SECURITE a réalisé une visite d'Inspection commune avec le Représentant du Chef d'établissement en activité sur site en présence de l'assistant Maître d'Ouvrage, du Maître d'Oeuvre et de l'entreprise générale conformément à l'article R.4532-15 du Code du Travail :Au cours de cette visite les points suivants ont été évoqués :

Disposition en cas de litige ou défaillance

Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le Coordonnateur SPS peut, en cas de manquement par une entreprise, demander que soient réalisés les travaux nécessaires à la remise en sécurité de la zone de travail aux frais de l'entreprise défaillante.

5 MESURES GÉNÉRALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ÉTAT DE SALUBRITÉ SATISFAISANT

5.1 VRD PRÉALABLES AUX TRAVAUX

Application de l'article R 4533-1 du Code du Travail." Lorsqu'une opération excède un montant fixé par voie réglementaire , le chantier relatif à cette opération doit disposer, en un point au moins de son périmètre, d'une desserte en voirie,d'un raccordement à des réseaux de distribution d'eau potable et d'électricité, d'une évacuation des matières usées, dans des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux conditions qui leur sont applicables en matière d'hygiène et de sécurité du travail."

Le coût du chantier dépasse le montant fixé par voie réglementaire à 760 K€ HT.

Dans le cas de cette opération, le Maître d'Ouvrage doit se préoccuper de savoir si ces raccordements seront bien réalisés avant le démarrage des travaux de son opération.

5.2 CANTONNEMENTS

Dès leur désignation, les entreprises communiquent au Coordonnateur Sécurité, leur courbe d'effectif.Les cantonnements devront être réalisés suivant :décret 2008-244 du 7 mars 2008 modifié le 22/04/2010fiche OPPBTP, référence : H3 M 02 99

Il est à noter qu'en cas de présence de personnel féminin travaillant sur le chantier, des vestiaires, wc et éventuellement des douches, en nombre suffisant, devront leur être affectés exclusivement.

Cette installation est maintenue par le lot installateur jusqu'à ce que le Maître d'Œuvre en ordonne l'enlèvement en accord avec le Coordonnateur Sécurité.Le plan de l'installation ,doit préciser les organes de coupure et de protection et les mesures à prendre en cas d'urgence

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Vestiaires	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes. - La capacité est limitée, de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne (1 bungalow de 6 x 2.5 pour 12 personnes).	Selon plan d'installation de chantier	- Chauffage- Armoires ou vestiaires avec serrure ou cadenas- Bancs - Patères pour l'accrochage des vêtements humides.- Revêtement de sol facilement lessivable	Lot Gros œuvre	Lot Gros œuvre	Lot Gros œuvre

Désignation	Effectif de base	Localisation	Aménagement particulier	Lot chargé de la mise en place	Lot chargé de l'entretien	Lot chargé du nettoyage
Réfectoire	- L'effectif du chantier ne doit toutefois pas excéder 100 personnes.- La capacité d'accueil est limitée de façon à garantir une surface au sol minimum de 1.25 m² par personne	Selon plan d'installation de chantier	- Chauffage / climatisation - tables et chaises en nombre correspondant aux vestiaires.- La surface des tables aisément lessivable.- chauffe-plats ou chauffe gamelles de capacité équivalente au nombre de places assises.- Garde-manger ou réfrigérateur	Lot démolition	Lot démolition	Lot démolition
Sanitaires	L'entreprise installatrice doit prévoir la mise en place de sanitaires adaptés à l'effectif du chantier TCE (1 WC et 1 urinoir pour 20 personnes ou 2 WC pour 20 personnes).	Selon plan d'installation de chantier	- Chauffage	Lot démolition	Lot démolition	Lot démolition
Bureaux	Dimensions et équipements suivant précision du Maître d'Œuvre.	Selon plan d'installation de chantier	- Chauffage	Lot démolition	Lot démolition	Lot démolition

NOTA : Des sanitaires spécifiques seront mis en place en cas d'intervention de personnel féminin sur le chantier.

Disposition en cas de litige ou défaillance

En cas de défaillances, le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage, sur simple constatation, sans préavis ni mise en demeure, pourra faire réaliser les prestations par une entreprise spécialisée aux frais et risque des entreprises présentes sur le chantier, au prorata du montant de leur marché.

5.3 PROCÉDURES PARTICULIÈRES

5.3.1 Mise en place bungalows

Pose en sécurité avec ring en couverture Sécurité collective en couverture par garde-corps périphérique.

Lots concernés

Lot Gros œuvre

5.3.2 Cantonnement à étages.

Escaliers compatibles, en nombre et en largeur, avec effectif global prévu dans le cantonnement

5.3.3 Installation électrique

Désignation	Contrôle avant mise en exploitation	Contrôle périodique
Lot concerné	Lot démolition	Lot démolition

6 RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPÉRATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'ÉVACUATION DES TRAVAILLEURS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIÈRE

6.1 ORGANISATION

Numéro d'appel en cas d'urgence Pompiers Tel fixe :18 Tel portable :112 SAMU Tel fixe :15 Tel portable :112 Police Nationale Tel fixe :17 Tel portable :112 Centre hospitalier 04.94.61.61.61 Centre anti-poison Marseille 04.91.75.25.25 SOS Main Var Toulon 04.94.03.07.07 Odeur de Gaz 0.810.433.083 France Télécom 0.800.831.014 Urgence Electricité 0.810.333.030

Désignation	Localisation	Disposition particulière	Signalisation	Lot chargé de la mise en place
Extincteur cantonnement	Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques : dans les locaux affectés au personnel			Lot Gros œuvre
Extincteur chantier	Il sera obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques			Lot Gros œuvre

6.2 DISPOSITIONS PARTICULIÈRES

6.2.1 Interdiction de travail avec ouvrier isolé

Sans objet.

6.2.2 Interdiction de fumer

- Dans les cantonnements.
- Sur le chantier, dans les locaux fermés.

7 MODALITÉ DE COOPÉRATION ENTRE LES ENTREPRISES, LES EMPLOYEURS, LES TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

7.1 PPSPS

Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé

- Rédigé par l'entreprise après visite d'inspection commune avec le CSPS (Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé).
- Transmis au CSPS avant démarrage des travaux.
- Tenu à disposition et consultable sur chantier.
- Diffusé aux organismes de prévention (Inspection du travail, CRAM ou CARSAT, OPPBTP) pour le lot gros-œuvre, le lot principal, les lots avec travaux à risques particuliers.
- Conservé 5 ans par l'entreprise.

7.2 PRESTATAIRE DE SERVICE

Les entreprises qui utilisent des prestataires de service extérieurs à l'entreprise, tels que livreurs, grues mobiles, camion toupie-béton,..., devront :

- Leur transmettre les informations du présent PGC qui les concernent.
- Leur transmettre un exemplaire de leur PPSPS, auquel sera joint le DHOL (Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en sécurité sur chantier), annexé au présent PGC.
- Indiquer dans leur PPSPS le recours à ces prestataires et traiter les risques inhérents à leurs interventions (à partir des informations du DHOL).
- Informer le CSPS du recours à ces prestataires.
- Accueillir ces prestataires à leur arrivée sur le chantier et les informer des consignes de sécurité spécifiques à respecter.

7.3 TRAVAILLEURS INDÉPENDANTS

Les travailleurs indépendants qui exercent directement une activité sur le chantier sont soumis aux dispositions du présent PGC et doivent se rapprocher du CSPS.

ANNEXES

SPS Amenagement CER 83 -DEPOT DE TRANSIT

83500 LA SEYNE SUR MER

Liste des annexes
1 - Panneau : En cas d'accident

8.1 Panneau : En cas d'accident

EN CAS D'ACCIDENT

APPELEZ LE SAUVETEUR SECOURISTE DU TRAVAIL

18 **POMPIERS** OU **15** **SAMU**

A partir d'un téléphone portable, composez le : **112**

... Et dites :

1

ICI CHANTIER

A: LA SEYNE SUR MER
RUE :

2

PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT

Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...
ET LA POSITION DU BLESSE : le blessé est sur le toit, il est au sol ou dans une fouille...
ET S'IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

3

SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSES ET LEUR ETAT

Par exemple : 3 ouvriers blessés, dont 1 saigne beaucoup et 1 ne parle pas

4

DECRIVEZ L'INTERVENTION DU SECOURISTE

Par exemple : Bouche à bouche, bouche à bouche avec massage cardiaque externe, etc.

5

FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS

Envoyer quelqu'un à ce point pour guider les secours

6

NE RACCROCHEZ PAS LE PREMIER

Faites répéter le message

7

Dans tous les cas, INFORMEZ QUALICONSULT SECURITE

Tél: 04.94.08.01.29 .